

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19052 - 74ÈME ANNÉE

L'enquête publique sur la carrière de Bois-Blanc dégénère à Saint-Leu

L'urgence d'une mission d'expertise sur la route en mer

Hier à Saint-Leu, des incidents ont eu lieu entre un syndicat de transporteurs et des opposants à la carrière de Bois-Blanc, jugée indispensable à la poursuite du chantier de la route en mer. Plus que jamais, une mission d'expertise est nécessaire pour déterminer dans quelles conditions il est possible de continuer les travaux, à quel coût et pour quelle date de livraison.

Une nouvelle fois, le chantier de la route en mer a provoqué des tensions. Hier, une centaine de personnes menées par le président de la FNTR étaient à Saint-Leu pour afficher leur soutien à la carrière de Bois-Blanc dans le registre de l'enquête publique. Face à eux, des opposants menés par l'ancien député-maire ont fait barrage. Le commissaire enquêteur a donc décidé de fermer son bureau et les registres. Cet épisode est une énième conséquence de la décision de la Région Réunion de lancer le chantier de la route en mer sans prévoir les matériaux nécessaires. De nombreuses organisations dont l'Alliance et ATR-FNAUT avaient averti des risques d'une telle précipitation. Elles n'ont pas été entendues par l'État, co-financier du chantier avec la Région. Mais les lois de la physique viennent rappeler la réalité : sans matériaux, pas de digue et donc pas de route en mer.

Pour leur part, des transporteurs ont cru à la promesse de cette route en mer. La décision de construire une grande partie de l'ouvrage sur une digue avait pour but de leur donner du travail. Aussi, ils ont investi dans de coûteux

camions, valant plusieurs centaines de milliers d'euros pièce. Aujourd'hui, ils ne peuvent que constater que la poursuite du chantier est impossible tant que de nouvelles carrières ne sont pas ouvertes. De son côté, la Région affirme que tout dépend de l'ouverture d'une carrière à Bois-Blanc, jugée comme ressource indispensable.

Ce projet de carrière fait face à une large opposition. Il a même provoqué les deux plus grandes manifestations pour la protection de l'environnement jamais organisées à La Réunion. Des milliers de personnes avaient fait une chaîne humaine le long de l'emplacement prévu pour creuser un trou de plusieurs dizaines de mètres, sur des dizaines d'hectares.

De plus, le schéma départemental des carrières permettant l'exploitation de roches à Bois-Blanc a été annulé par la Cour d'appel administrative de Bordeaux. Le préfet ne s'est toujours pas pourvu en Cassation, ce qui signifie qu'à ce jour, il est impossible de faire une carrière à Bois-Blanc.

Rarement un chantier n'a suscité autant de problèmes et de retard à La Réunion. On est bien loin de la dynamique qu'avait su créer Paul

Vergès pour la réalisation de la route des Tamarins qui a changé la vie de la moitié de la population de notre île.

Face à cette crise qui ne cesse de diviser, on peut imaginer une sortie par le haut. Cela suppose de savoir précisément ce qu'il est possible de faire pour continuer le chantier en tenant compte de toutes les contraintes environnementales qui n'ont pas été prises en compte au moment de la déclaration d'utilité publique. Il est également nécessaire de savoir combien coûterait au final la poursuite de ce chantier, qui paiera, pendant combien de temps, et quelle serait la date de livraison de l'ouvrage.

La réponse à ces questions peut être donnée par une mission d'expertise technique et financière. Une telle mission avait validé le projet de tram-train, mais celui de la route en mer n'a pas fait l'objet d'un tel examen. Il est donc urgent d'y remédier pour que toute la lumière soit faite sur cette affaire et que chacun soit fixé.

M.M.

Un tract de la Section communiste du Port

« La population du Port de plus en plus inquiète »

Mardi dernier, le Comité de Section du Port, animé par sa secrétaire Firose Gador, a adopté un projet de tract sur les problèmes auxquels sont confrontés les Réunionnais(es) et en particulier les Portoïses. Ce tract a été distribué ce vendredi matin au marché forain de l'Oasis par plusieurs militants communistes et il a été bien accueilli par la population. En voici le texte intégral.

Les grands discours présidentiels sont une chose, la réalité vécue par les Réunionnais en est une autre. Et cette triste réalité, c'est une vie de plus en plus difficile pour une grande partie de la population. La situation se dégrade au fur et à mesure que sont prises les décisions du gouvernement. Des décisions qui s'attaquent toutes aux catégories les plus en difficulté. Qu'on en juge :

L'Allocation Logement pour l'accès à la propriété est supprimée. Cela signifie la fin des projets de logements sociaux pour des centaines de familles dans les opérations RHI du Port et de La Réunion. Elles attendaient ce logement promis par l'Etat, qui renie ses engagements. Leur frustration et leur colère sont légitimes. De plus 500 entreprises et 2.000 emplois sont menacés. Il faut se mobiliser toujours plus pour arracher le rétablissement de cette allocation logement.

Les retraités, les plus modestes surtout, ont été gravement lésés par la hausse de la C.S.G. décidée par le gouvernement. Retraites diminuées,

donc pouvoir d'achat amputé. Et les pensions de reversion, dont bénéficient 80 % des femmes veuves, sont elles-mêmes menacées d'amputation ou de suppression.

Les emplois aidés ont été supprimés pour une très grande part. Décision catastrophique dans la situation de chômage hors norme dont souffre La Réunion.

Les dotations aux collectivités locales ont été fortement baissées, ce qui réduit les moyens pour mener la politique sociale qu'on attend d'elles.

Des postes de fonctionnaires sont supprimés à la vitesse grand V, mettant en danger les services publics (santé, enseignement, lien social...) dont les plus démunis ont le plus besoin.

La plus grande conquête du modèle social français, la Sécurité Sociale, est même menacée dans sa pérennité. La privatisation la menace, sous couvert de "modernisation".

Toutes ces mesures sont autant d'agressions contre le pouvoir d'achat et les conditions de vie des Réunionnais.

Face à cette détérioration de leur vie quotidienne, les Portoïses et les Portoïses sont en droit d'attendre de la municipalité qu'elle soit un rempart qui protège d'abord les plus pauvres. Malheureusement force est de constater que l'actuelle équipe municipale ne joue pas ce rôle.

Que retient-on du réaménagement des tarifs de la cantine scolaire ? Que la réduction ne bénéficie pas aux quotients familiaux les plus modestes. Tous les tarifs sont en

baisse... « seule la tranche la plus basse n'évolue pas » observe un commentateur de la presse écrite.

Que retient-on de la cohésion de l'équipe municipale ? Qu'elle n'existe plus (si elle a jamais existé !). « La raison de ma démission de mon poste d'adjointe au maire » explique l'adjointe démissionnaire en s'adressant à la « population portoïse » et au « personnel communal », c'est que « j'ai perdu confiance en la gouvernance de M. le maire » « ne trouvant pas les valeurs de respect et de progrès social que j'ai toujours défendues ».

Quant à la lutte contre l'insécurité, cheval de bataille du maire, quelle est-elle en réalité dans ce contexte de violences ouvertes à répétition ? Le sentiment d'insécurité n'a-t-il pas été renforcé récemment lors du dernier procès d'une « guerre des clans » où beaucoup ont été stupéfaits de voir la municipalité se porter partie civile, « malgré les lourds sous-entendus qu'implique ce choix » comme l'écrit un journal local ?... Ce qui fait dire à un avocat de la partie adverse : « Je n'ai jamais vu ça. Pourquoi s'associer à un clan ? Si on pousse ce raisonnement jusqu'au bout, la rivalité ne se calmera jamais ».

Lors du dernier conseil municipal le 10 juillet dernier, interpellé par Firose Gador, le maire a promis une réponse écrite sur le sujet. On l'attend avec intérêt.

**La section portoïse du
P.C.R.**

In kozman pou la rout

« Sak i frékant lo roi i fini par trayi son bann dalon »

Akout bien kozman-la : moin lé sir va rapèl anou dé shoz. Mi pé dir azot galman : kaméléon i pran la koulèr lo bransh li la mont dési. Kan ou i frékant demoun la ote, momandoné ou i koz konm k'i fo pou kontant azot é boudikont prolètèr ou i fini par pans konm i pans dan la ote. Si ou i suiv la mode ote koutir, momandoné ou fini par viv épi par pans konm i pans an parmi bann moun-la. Aprésa, kan ou lé anparmi out bann dalon, soi ou i pran pityé pou zot, soi ou i fini par trayi azot. Dovine, dovinaye !.. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

Accord de Paris et ODD : le nouveau cadre

« Des efforts sont nécessaires pour relancer un partenariat mondial pour un développement durable qui permette de construire un système commercial multilatéral universel, basé sur des règles, ouvert, non-discriminatoire et équitable », a indiqué Liu Zhenmin, le Secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires économiques et sociales, au cours d'un dialogue politique de haut niveau avec des institutions financières et commerciales internationales, au siège de l'ONU à New York jeudi dernier. Le responsable de l'ONU a mis en garde contre « des mesures commerciales de plus en plus unilatérales ». Le dialogue était organisé par le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) pour échanger sur les tendances de l'économie mondiale et du commerce international, dans le contexte du développement durable.

Les représentants du Fonds monétaire international (FMI), du Groupe de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et du Département des Affaires économiques et sociales (DESA) ont donné leurs prévisions de croissance économique, sur le commerce international et les autres tendances et défis. Cette rencontre s'inscrit dans l'Agenda 2030 pour un développement durable et ses 17 Objectifs (ODD), adopté en 2015 par les Etats membres des Nations unies, nécessite des changements en profondeur dans tous les secteurs économiques, environnementaux et sociaux.

« Au final, les scénarii de développement durable débouchent sur des perspectives diverses. Si nous maintenons des progrès graduels comme par le passé, des acquis à court terme seront enregistrés aux dépens d'une dégradation à long terme dans d'autres secteurs », a soutenu M. Liu. Il a ajouté que la récente accélération de la croissance économique a également un coût pour l'environnement et qu'à l'allure actuelle, les efforts de lutte contre le changement climatique sont insuffisants pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris de 2015, qui enjoint les pays à maintenir la hausse des émissions de carbone à moins de deux degrés.

Du côté de l'ONU, le discours est clair : il faut changer de logiciel. Cela implique ne plus rechercher à améliorer la situation à la marge, mais penser à un autre système capable de concilier production de richesses et protection de l'environnement. L'ONU rappelle le cadre : l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lyèw avèk Tortu - so kou isi tortu gardienn lo-sizyèm morso

Shoval laté volontèr pou gardienn lo, mé li la pa gingn amenn son misyon ziska lo bout : arète lo koupab i sali dolo dann basin. Bèf la sèye son tour mé li galman li la pa gingn trap son bi. An désèspoir lo roi i domann tortu gardien lo basinn lo. Tortu i di oui. Li sava koté lo basin, li fé pass la kol fort dsi son karapas épi li rant dann lo. Li bouz pi ! Lyèw i ariv avèk in gran morso kann mapou é li rogard lé z'alan é lé pasan. Pèrsone ! Poin pèrsone ditou. Lo basin lé a li !
L'avé inn foi, méyé lo foi, la manz son foi èk in grinnsèl.

Kosa lyèw i oi ? Kosa, In bèl alé dann basinn-lo é anplis in bèl galé luizan vèye pa koman. Lyèw i pran la pant lisote in kou, pou alé pik in tète dann lo. Lyèw i fé involtaz baya, li poz son dé pate déyèr dsi la kok tortu.

Bondyé ségnèr, kosa k'i ariv, Lyèw i arès kolé dsi la kok tortu. Avèk la raz li flank in kou d'son pate dovan : son pate i arès kolé. Li flank in kou d'déyèr : son déyèr i rès kolé. Li flank in kou d'tète ; son tète i arès kolé. Li sèye bouz-bouz ankor in pé mé initil. Konm shanté mardi gra téi di : sote koman ti vé koko, toué lé pri dan la min korbo !

Lyèw lé pri, tortu i sort kokolok-kolok dann basin é lu mète an rout pou alé rann kont o roi. Mé bann zanimo i komans konète. Zot i form la è. Zot i kriye apré lyèw, zot i bate la min pou tortui. Lé près konm kan i fé in cours vélo. Tortu i marsh mèm avèk lo lyèw bloké dsi si son kok.

Kriké Méyé ! Kraké madam ! La klé dann mon posh , la taye dann out sak !

Lo roi bann zanimo lé kontan vèye pa. Li félisite Tortu ! Li réprimann lyèw. Tout bann zanimo i kriye : « Fou sa la zol ! fou sa la zol ! », « tyé sa don ! Tyé sa don ! ». Lyèw i bouz pi mé dann son fonnkèr li pans : « Si mi sort la zot va konète mon poi. Néna in zour i apèl domin ! » ;

Lo roi i donn lé zord pou k'i mète lyèw o kasho. Aprésa li domann : « Kisa i gardien lo prizonyé ? ». Shoval lé volontèr, bèf lé volontèr ! Tortu l é volontèr ! Lo roi i di :

« Shoval ou va gardien lo prizonyé ! »

Shoval lé dakor pou gardien lo prizonyé. D'après sak i di. Li di :

« Mon roi, vi k'ou i done amoin out konfyans, sé moin va vèye lo prizonyé. »

« Kriké ! Kraké ! Koton mayi i koul ! Rosh i flote ! »

La pankor fini-somenn proshènn sétyèm morso

Justin